

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 31 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

M. Patrice BOURDAIS

Les Maisons Rouges 16 460 Chenon

Références : 2026_385_UbD16-86_Env16

Code AIOT : 0007211526

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 mars 2026 sur le site implanté Les Maisons Rouges 16460 Chenon. L'inspection a été annoncée le 05/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant n'a pu être présent, évoquant des raisons de santé. Il a, néanmoins, donné son accord oral au chef de chantier, intermédiaire entre l'exploitant et la société procédant aux retraits des déchets.

Le chantier d'évacuation des machines agricoles hors d'usage et des nombreux déchets divers accumulés sur le site des Maisons Rouges à Chenon a débuté à la mi-mars 2025 jusqu'à début août 2025. Il devait reprendre courant septembre 2025 mais l'exploitant, en raison de problèmes de santé, n'a pu se transporter sur place. Aucune poursuite de chantier n'a été faite suite à l'arrêt estival. Les conditions hivernales n'ont pas été favorables pour une reprise.

La visite du 9 mars 2026 a pour objectif de faire un point de la situation avec les différentes parties concernées et de décider de la suite à donner.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Site utilisé par Patrice BOURDAIS
- Les Maisons Rouges 16460 Chenon
- Code AIOT : 0007211526
- Régime : Enregistrement (situation illégale)
- Statut Seveso : Non
- IED : Non

La société CENTRE OCCASION PATRICE BOURDAIS était spécialisée dans le négoce en matériels agricoles, principalement des vendangeuses. L'exploitant achetait des machines d'occasion pour les

revendre, soit en Espagne, soit vers les pays de l'Est de l'Europe.

La société a été radiée du Registre du Commerce et des Sociétés le 25 janvier 2022.

Pendant son activité, des machines ont été stockées et ont été envahies par la végétation. Des déchets divers, tels que des bidons d'huiles, des pneumatiques, des pots de peinture plus ou moins remplis et autres ferrailles plus ou moins souillées, se sont accumulés sur le terrain que l'exploitant loue et occupe depuis le 28 février 1994.

Comme la société récupérait des pièces mécaniques sur les machines en panne pour en réparer d'autres, de par la surface occupée par ces machines considérées alors comme des véhicules hors d'usage (surface estimée à près de 8 000 m²), il est considéré que l'exploitant effectuait des opérations d'un centre VHU (Véhicules Hors d'Usage) sans autorisation administrative. L'installation est considérée illégale car elle n'est ni enregistrée au titre des ICPE (rubrique n°2712-1) ni agréée en tant que centre VHU.

Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction administrative (consignation, astreinte)

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Illégaux déchets
- Déchets
- Sites et sols pollués
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Évacuation des VHU	AP de Mise en Demeure du 19/09/2016, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Évacuation des déchets	AP de Mise en Demeure du 19/09/2016, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Entamé courant mars 2025, le chantier d'évacuation des machines agricoles hors d'usage et des déchets divers aurait dû se terminer fin juin 2025.

Des machines ont été évacuées sur la moitié de la parcelle. Il en reste tout de même du côté de la parcelle longeant la route nationale 10. Des îlots de stockage de déchets métalliques et de pneumatiques ont été créés pour les rassembler en vue de leur prise en charge.

Un tas de pneumatiques, au sud du site, est apparu durant la période automnale/hivernale. Ils proviennent sans doute d'un autre site utilisé par le même exploitant à Cognac, qui a fait l'objet récemment d'un contrôle par l'inspection des installations classées qui a demandé l'évacuation de ces déchets.

L'exploitant a entassé, au fond du site, de nombreuses bennes en inox provenant de vendangeuses. Il souhaite les garder. Ces bennes, en assez bon état, ne posent pas de problèmes particuliers en matière environnementale.

Par contre, l'exploitant souhaite conserver et gérer lui-même les pneumatiques usagés entassés sur le site. L'inspection considère que ce n'est pas possible, car, potentiellement, ils présentent un risque de propagation d'incendie en cas de départ de feu sur la parcelle embroussaillée et doivent donc être évacués avec les autres déchets présents.

L'exploitant a, aussi, entreposé des fûts de 200 litres d'huile moteur et un récipient IBC contenant de la résine utilisée par imprégnation avec de la fibre de verre. Ces récipients contenant des matières polluantes ne sont pas sur rétention.

Avec les différentes parties présentes sur site pour la visite, il est convenu que le chantier d'évacuation doit reprendre le lundi 23 mars 2026. La Communauté de Communes accepte un droit de passage sur ses parcelles afin d'accéder au site pour faciliter les évacuations de déchets, sur une période limitée au 30 avril 2026.

L'évacuation des machines agricoles déjà réalisée a révélé des spots de pollution par hydrocarbures dont la superficie cumulée est de taille conséquente et semble récente considérant la brillance en surface et l'odeur qui s'en dégage. Deux autres spots sont découverts aux abords du site, aux emplacements respectifs de machines agricoles qui étaient présentes auparavant. Ces spots seront à analyser une fois que l'évacuation des machines et déchets divers sera finie. Une gestion de la

pollution sera à opérer.

Une planche photographique accompagne le présent rapport d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Évacuation des VHU

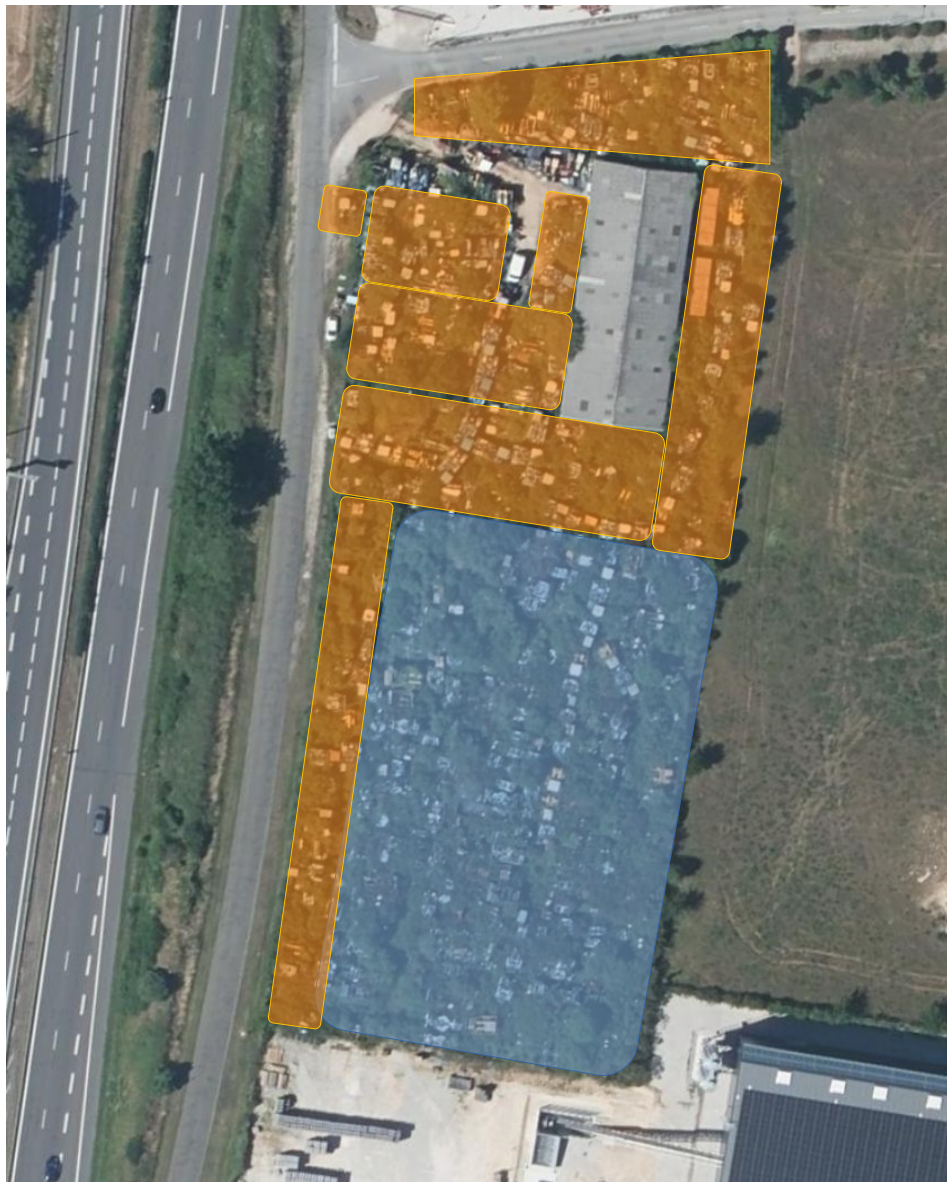
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/09/2016, article 1
Thèmes : Risques chroniques, VHU
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 16/05/2025• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suites qui avaient été actées : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• Date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2025
Prescription contrôlée : <p>La SARL CENTRE OCCASION PATRICE BOURDAIS doit respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral portant mesures conservatoires du 24 février 2015, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">• évacuation des engins agricoles non nécessaires à l'activité de l'exploitant conformément à la réglementation en vigueur; <p>[...]</p>
Constats : <p>Depuis l'arrêt de l'évacuation début août 2025, aucun déchet n'a été évacué du site.</p> <p>Les conditions hivernales n'ont pas été favorables.</p> <p>Ce jour, il est constaté que de nombreuses machines agricoles ont été évacuées sur la moitié de la parcelle. Il en reste encore le long de la route longeant la RN10 et sur la moitié nord du site, de part et d'autre du bâtiment de réparation/administratif.</p> <p>Le chef de chantier informe que l'exploitant donne son accord pour poursuivre l'évacuation des machines agricoles. L'exploitant a récupéré les pièces et éléments nécessaires pour son activité de négoce.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Les évacuations doivent se poursuivre. Il est convenu de reprendre le chantier le lundi 23 mars 2026 afin de finir de retirer ce qu'il reste.</p> <p>L'exploitant étant défaillant sur l'évacuation des machines agricoles hors d'usage, l'inspection sollicite directement le maître de chantier et la société AFM Recyclage (DERICHEBOURG) pour appliquer, immédiatement et dans le délai mentionné ci-après en cohérence avec celui fixé par la Communauté de Communes pour accéder au site par la parcelle voisine dont elle est propriétaire, la prescription de l'article 2 de l'arrêté préfectoral portant mesures conservatoires du 24 février 2015 pris à l'encontre de l'exploitant.</p> <p>Afin d'avoir une traçabilité des machines agricoles évacuées, les entités requises doivent fournir les bordereaux de prise en charge des machines. Ces documents seront, impérativement, à transmettre à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Évacuation des déchets

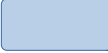
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/09/2016, article 1
Thèmes : Risques chroniques, Déchets non dangereux et dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suites qui avaient été actées : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2025
Prescription contrôlée : <p>La SARL CENTRE OCCASION PATRICE BOURDAIS doit respecter les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure reprenant l'article 2 de l'arrêté préfectoral portant mesures conservatoires du 24 février 2015, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">• évacuation et élimination des déchets (bidons, batteries, pneumatiques usagés, ferrailles, pots de peinture, ...) par des sociétés dûment autorisées à cet effet. Les justificatifs de la bonne élimination sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : <p>Le maître de chantier fait état que des déchets métalliques ont été évacués. Aucun bordereau n'a été transmis à l'inspection.</p> <p>Sur site, il reste des tas de déchets métalliques, de pneumatiques (dont certains semblent venir d'un autre site, car ils n'étaient pas présents lors de la mise en pause du chantier début août 2025 – il pourrait s'agir de l'autre site du même exploitant implanté à Cognac).</p> <p>Il reste, sur la partie nord du site, les déchets déjà recensés à savoir, des bidons de peintures ouverts, des métaux, des batteries, des pneumatiques et des bidons d'huiles hydrauliques et de moteur.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant étant défaillant sur l'évacuation des déchets divers, dangereux comme non dangereux, l'inspection sollicite directement le maître de chantier et la société AFM Recyclage (DERICHEBOURG) pour appliquer, immédiatement et dans le délai mentionné ci-après en cohérence avec celui fixé par la Communauté de Communes pour accéder au site par la parcelle voisine dont elle est propriétaire, la prescription de l'article 2 de l'arrêté préfectoral portant mesures conservatoires du 24 février 2015 pris à l'encontre de l'exploitant.</p> <p>Les bordereaux de suivi de déchets évacués doivent être établis et transmis à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois


PLANCHE PHOTOGRAPHIQUE

Site des Maisons Rouges à Chenon – 9 mars 2026



Vue aérienne du site le 24 juillet 2023

 zone commencée à être traitée. À finir.

 zones à faire après avoir fini la 1^{ère} partie.

Cliché 1 : L'accès au site du côté du terrain de la communauté de communes.



Cliché 2 : La clôture défoncée et les arbres arrachés en raison de la manipulation des machines sur le site.



Cliché 3 : Petit panoramique du site derrière le tas du cliché 2.



Clichés 4 et 5 : Présences de quelques machines. D'autres ont été évacuées libérant de l'espace.



Cliché 6 : Au fond du site, les bennes en inox sont à droite.



Cliché 7 : Vue opposée au cliché 6. Les bennes en inox sont à gauche.



Cliché 8 : Les pneumatiques à évacuer à droite et en arrière plan.



Cliché 9 : Vue de la limite nord au-delà de laquelle rien n'a été fait.

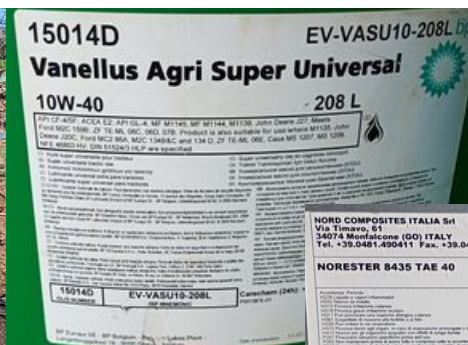


Clichés 10 et 11 : Deux machines sont encore présentes à l'extérieure du site. Une du côté de la communauté de communes et l'autre près de l'entrée principale du site. Elles doivent être retirées.



Les spots de pollution découverts

Des traces de pollution (par produits phytosanitaires et par des hydrocarbures) ont été mis à jour à différents endroits du site.



Clichés 14 à 16 : Les bidons verts et l'IBC noir ont été placés au sud du site par l'exploitant. Les bidons de 200 litres contiennent de l'huile moteur pour engins agricoles (huiles neuves apparemment) et l'IBC contient une résine imprégnable avec les fibres de verre.



Cliché 17 : Spot de pollution aux hydrocarbures important.



Cliché 18 : Spot de pollution aux hydrocarbures à l'extérieur du site le long de la clôture.